

## **ARRÊTÉ**

**portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 novembre 2023  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
EARL DELOBEL à DAMERY**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 à 13, L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2012 autorisant l'EARL DELOBEL à exploiter un élevage de poules pondeuses d'une capacité maximale de 63150 animaux-équivalents à DAMERY (80 700) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2023 mettant en demeure l'EARL DELOBEL de régulariser sa situation administrative et de respecter les prescriptions générales applicables à son élevage de poules pondeuses au regard des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature de M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 24 octobre 2024 ;

**Considérant ce qui suit :**

1. l'EARL DELOBEL a été mise en demeure le 14 novembre 2023 de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2012 et de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié pour les installations qu'elle exploite à DAMERY (80 700) ;
  2. au cours de la visite d'inspection du 24 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 novembre 2023 ;
  3. compte tenu de ces éléments, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 novembre 2023 peuvent être abrogées ;
- Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> – Objet**

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 novembre 2023 délivré à l'EARL DELOBEL pour les installations qu'elle exploite sur la commune de DAMERY (80 700) sont abrogées.

**Article 2 – Publicité**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 3 – Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.


Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier – 80000 AMIENS, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Montdidier, la directrice départementale de la protection des populations de la Somme et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EARL DELOBEL.

Amiens, le **18 DEC. 2024**  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD